

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 13/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCKAGE CARBURANT AVIATION LYON

Aéroport de Lyon Saint Exupéry
65 rue d'Italie
69124 Colombier-Saugnieu

Références : UDR-CRT-24-014-CC
Code AIOT : 0006104127

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2024 dans l'établissement STOCKAGE CARBURANT AVIATION LYON implanté Aéroport de Lyon Saint Exupéry 65 rue d'Italie 69124 Colombier-Saugnieu. L'inspection a été annoncée le 08/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport a pour objectif principal d'examiner les suites données par l'exploitant, à la précédente visite d'inspection du 16 mai 2023 et en particulier la non-conformité du dimensionnement des événements des réservoirs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKAGE CARBURANT AVIATION LYON
- Aéroport de Lyon Saint Exupéry 65 rue d'Italie 69124 Colombier-Saugnieu
- Code AIOT : 0006104127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Stockage Carburant Aviation Lyon (SCAL) est autorisée par arrêté préfectoral du 07/12/1994 modifié à exploiter un dépôt pétrolier pour l'avitaillement des avions de l'aéroport Saint Exupéry. Elle a porté à la connaissance du préfet le 15 juillet 2022, son projet d'installation de compteurs métrologiques, de passage de ses canalisations enterrées en caniveaux et d'amélioration de ses moyens de défense incendie du poste de dépotage. Ces modifications ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2023, modifiant l'arrêté préfectoral cadre du 7 décembre 1994, réglementant actuellement l'activité de l'établissement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Confinement des eaux pluviales en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 54-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Vannes de sectionnement des quais de dépotage	Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, article 3, 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	POI	Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, article 3, 7.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 54-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Événements des bacs de stockage	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 15 et Annexe 1	Sans objet
3	Procédure période de travaux dans un caniveau	Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, article Article 3, 7.9.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les événements des bacs 5, 6 et 7 de stockage de Jet A1, ont été complétés par l'ajout de nouveaux événements, permettant ainsi d'éviter le phénomène de pressurisation lente de ces bacs, lorsqu'ils sont pris dans un incendie.

L'exploitant doit apporter des éléments complémentaires justifiant :

- L'adéquation en volume disponible et en cinétique de mise en œuvre, du dispositif de confinement des effluents, en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures sur les voiries de son établissement ;
- L'asservissement des vannes de dépotage, en cas de détection d'hydrocarbures dans les rétentions ou caniveaux ;
- L'adéquation du volume d'émulseurs dont il dispose, au scénario d'incendie dimensionnant de son établissement ;
- La mise à jour du POI afin de tenir compte des dernières évolutions de son dispositif d'alerte et du dimensionnement de ses moyens d'intervention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Événements des bacs de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 15 et Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Événements des bacs de stockage
Prescription contrôlée : <p>Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu à l'article 28 du présent arrêté. Lorsque les zones de dangers graves pour la vie humaine, par effets directs ou indirects, liées à un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir sortent des limites du site, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée S_e est à minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1.</p> <p>« Les dispositions du présent article ne sont néanmoins pas applicables :</p> <ul style="list-style-type: none">- aux réservoirs d'un diamètre supérieur ou égal à 20 mètres ;- aux réservoirs dont les zones de dangers graves pour la vie humaine hors du site, par effets directs et indirects, générées par une pressurisation de bac :- ne comptent aucun lieu d'occupation humaine et ne sont pas susceptibles d'en faire l'objet soit parce que l'exploitant s'en est assuré la maîtrise foncière, soit parce que le préfet a pris des dispositions en vue de prévenir la construction de nouveaux bâtiments, et ;- ne comptent aucune voie de circulation ou seulement des voies de circulation pour lesquelles les dispositions des plans d'urgence prévoient une interdiction de circuler.
Constats : <p>L'exploitant a présenté les schémas des événements qu'il a ajoutés sur les bacs 5, 6 et 7. L'opération a consisté à surélever de 220 mm la bride pleine implantée au sommet des bacs, qui était installée sur un trou d'homme d'un diamètre de 610 mm. Cette surélévation a été obturée par une tôle perforée, permettant l'évacuation des gaz chauds dans la situation où le réservoir serait pris dans un incendie. Selon le calcul de l'inspection, la surface d'événement complémentaire constitué par la modification supra, est de 0,42 m². Cette surface ajoutée à celle de 0,06 m² des événements déjà présents sur les bacs, répond aux surfaces requises par l'article 15 et l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 qui sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- bacs 5 et 6 : Surface requise = 0,1097 m² ;- bac 7 : Surface requise = 0,1575 m². <p>Les travaux ont été effectués en novembre 2023.</p> <p>L'inspection s'est rendue sur les bacs, afin de constater l'installation de ces événements complémentaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Confinement des eaux pluviales en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 54-3
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux pluviales en cas de sinistre
Prescription contrôlée : 54-3. Les réseaux d'eaux pluviales susceptibles de collecter des liquides inflammables en cas de sinistre disposent d'un organe de sectionnement situé avant le point de rejet au milieu naturel.
Constats : L'exploitant a déclaré que, les rejets des eaux pluviales du dépôt sont collectés et transitent dans les canalisations du réseau de l'aéroport, jusqu'au bassin n° 2 sis le long de la route de Pusignan, d'un volume de 6 691 m ³ . En sortie de bassin, les eaux pluviales sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures, avant d'être acheminées jusqu'au bassin d'infiltration n°9 de Pusignan. Le séparateur d'hydrocarbures est nettoyé 2 fois par an par Vinci, qui est l'exploitant de l'aéroport. Le bassin n°2 dispose également d'une surverse, lui permettant de se déverser directement dans le bassin d'infiltration n°9. En cas de déversement accidentel d'hydrocarbures, l'exploitant déclare qu'il alerterait les pompiers de l'aéroport, qui ont la responsabilité de fermer la vanne située entre la sortie du bassin et le séparateur d'hydrocarbures, afin que les hydrocarbures demeurent confinés dans le bassin n°2. Après examen du plan du réseau d'eaux pluviales de l'aéroport, l'inspection constate que le bassin n°2 a une surface de 6 691 m ² et non un volume de 6 691 m ³ . D'autre part, l'adéquation du délai d'intervention des pompiers de l'aéroport pour fermer la vanne de confinement des eaux du bassin n°2, avec celle d'un déversement accidentel d'hydrocarbures au sein de l'établissement SCAL, n'est pas démontrée à ce stade. En ce qui concerne l'aire de chargement C1, une consigne a été donnée aux avitailleurs, d'avancer jusqu'à un marquage au sol, de manière à ce que l'arrière du camion avitailleur soit bien disposé au-dessus de l'aire de chargement. Cette consigne a été passée aux avitailleurs lors d'une réunion sécurité qui s'est tenue le 19 janvier 2024. L'exploitant a transmis à l'inspection le compte rendu de cette réunion. D'autre part, l'exploitant indique que les aires de chargement et de dépotage vont être reprises à la fin de l'année 2024, voire au début de l'année 2025, car elles datent de la construction du dépôt en 1976, elles nécessitent donc d'être reprises.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Préciser le volume (en m ³) utile de confinement des eaux du bassin n°2 de l'aéroport, avant l'atteinte de la surverse. Tester en réel, le délai de fermeture de la vanne de confinement du bassin n°2 et le confronter au délai d'arrivée dans ce bassin, d'hydrocarbures déversés accidentellement au sein de l'établissement SCAL. En cas d'inadéquation, une solution technique alternative devra être étudiée et un échéancier de mise en œuvre proposé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Procédure période de travaux dans un caniveau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, article Article 3, 7.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure période de travaux dans un caniveau
Prescription contrôlée : En période de travaux dans un caniveau nécessitant le retrait des dalles de béton qui le recouvre, des moyens d'extinction sont tenus à disposition à proximité du caniveau et une personne formée à la manipulation de ces moyens d'extinction doit être présente dans le périmètre du dépôt.
Constats : Une première version du 05/06/23, de la procédure applicable en cas de maintenance ou d'épandage sous caniveau, transmise à l'inspection en réponse à sa précédente visite d'inspection, n'exigeait pas que des moyens d'extinction soient tenus à disposition à proximité du caniveau et qu'une personne formée à la manipulation de ces moyens d'extinction, soit présente dans le périmètre du dépôt durant la période où les dalles en béton étaient retirées. L'exploitant a présenté cette même procédure dans sa version du 10/11/23, qui recommande désormais la présence de ces moyens.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vannes de sectionnement des quais de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, article 3, 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vannes de sectionnement des quais de dépotage
Prescription contrôlée : Les caniveaux disposent en leur point bas, d'une détection d'hydrocarbures liquides retransmise au bureau du chef de piste, dans lequel une personne est présente en permanence. En cas de détection d'hydrocarbures dans un caniveau : Les vannes automatiques situées sur les canalisations qui le traversent, se ferment automatiquement et leur ouverture est interdite ; Les pompes alimentant les canalisations qui le traversent, sont immédiatement arrêtées et leur démarrage est interdit.
Constats : Les vannes de sectionnement des aires de dépotage ont été installées début juin 2023. Selon les déclarations de l'exploitant, elles sont asservies (fermeture) en cas d'arrêt d'urgence des installations, ou de détection d'hydrocarbures dans les rétentions ou les caniveaux. Un essai de fermeture des vannes, par simulation de détection d'hydrocarbures en plongeant la sonde LARCO dans un saut de Jet (A1 (Kérosène)), n'a pas entraîné l'effet attendu, c'est-à-dire la fermeture de la vanne de dépotage d'une citerne routière. Bien que la méthodologie employée pour effectuer le test, ne soit pas forcément adéquate, le résultat pose question.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Tester l'ensemble de la chaîne de détection d'hydrocarbures dans les rétentions ou les caniveaux, jusqu'à la fermeture des vannes de dépotage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, article 3, 7.9
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : ...l'exploitant établira un Plan d'Opération Interne (POI) qui décrira les risques et les dangers de l'établissement et qui définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Un exercice annuel sera réalisé en liaison avec les sapeurs-pompiers en vue de tester le POI.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, la dernière version de son POI datée du 21 décembre 2023, qui tient compte des demandes de l'inspection suite à sa dernière visite de l'établissement, à savoir dater et signer le POI et également préciser qui a compétence pour déclencher le POI. Selon cette dernière version, « <i>C'est le D.O.I qui est autorisé à déclencher le P.O.I (Chef de dépôt ou son adjoint) qui sont sur site ou joignables en astreinte.</i> ». En dehors des horaires ouvrés, donc en l'absence du chef de dépôt et de son adjoint, le chef de piste doit appeler l'astreinte assurée par le chef de dépôt ou son adjoint, qui décide du déclenchement du POI. Au cours de sa visite sur site, l'inspection a interrogé le chef de piste à ce sujet, qui a répondu qu'en dehors des horaires d'ouvertures, c'est lui-même qui déclencherait le POI. Au regard de ce constat, l'exploitant doit clarifier qui est effectivement compétent pour déclencher le POI, en dehors des horaires d'ouverture. L'exploitant a installé une sirène POI en juin 2023, un essai a été effectué au cours de la visite d'inspection. L'exercice POI annuel a été effectué le 12/12/2023 avec les pompiers de l'aéroport ainsi que le SDMIS. L'exploitant a transmis à l'inspection le compte rendu de cet exercice qui recommande : - Automatisation d'ouverture des portails à l'enclenchement d'un A.U ; - Portes du sas et de sortie vers le point de rassemblement à bloquer en position ouverte pour la libre circulation des hommes ; - Mise à jour des fiches réflexes 11-2 et 11-3 ; - Installer un système de verrouillage aux portes du SAS d'entrée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en cohérence le POI avec son application par le personnel. Traiter les recommandations, faisant suite à l'exercice POI du 12 décembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 54-3
Thème(s) : Risques chroniques, Emulseur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>« Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement », que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le POI dans sa dernière version transmise à l'inspection, le scénario dimensionnant figurant dans la fiche « <i>SCENARIO CUVETTE, 1 - Ensemble de la cuvette, Cas de la perte de confinement sur le bac 7</i> », le volume d'émulseur nécessaire est de 7 110 litres et le volume disponible est de 8 000 litres. L'exploitant précise que, l'Etude Des Dangers (EDD) qui sera remise fin janvier 2024, fait apparaître que le volume d'émulseur nécessaire est de 4 932 litres et que la quantité d'émulseur disponible est de 5 000 litres, donc que les moyens sont en adéquation avec les besoins. L'inspection ne disposant pas à ce stade de l'EDD susmentionnée, elle ne peut donc pas se positionner sur le calcul du volume nécessaire d'émulseur, dans le cas du scénario dimensionnant.</p> <p>L'exploitant indique qu'à l'heure actuelle, l'établissement SCAL dispose d'un volume d'émulseur de 6 000 litres dans une cuve fixe aérienne, connectée au local de Défense Contre l'Incendie (DCI). Le lot d'émulseur présent dans la cuve fixe aérienne date de 2017, il a été analysé et déclaré conforme le 15/12/21. L'exploitant dispose également de 2 m³ d'émulseur en GRV qui seront détruits le 7 février 2024, du fait qu'ils contiennent des PFAS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre l'EDD mise à jour.</p> <p>Mettre à jour les fiches scénario du POI afin de les rendre cohérentes avec l'EDD.</p> <p>Transmettre un justificatif du débit d'eau d'extinction.</p> <p>Transmettre les justificatifs d'élimination des émulseurs</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois